



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 16/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL**

460, Rue Gustave Eiffel  
ZA des éoliennes  
26290 Donzère

Références : 20241210-RAP-DAEN1189  
Code AIOT : 0003202669

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2024 dans l'établissement ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL implanté 460, Rue Gustave Eiffel ZA des éoliennes 26290 Donzère. L'inspection a été annoncée le 06/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le thème de la visite a concerné une action régionale de l'inspection des installations classées Auvergne-Rhône-Alpes relative aux plans d'opérations internes (POI) dans les établissements SEVESO seuil bas.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL

- 460, Rue Gustave Eiffel ZA des éoliennes 26290 Donzère
- Code AIOT : 0003202669
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site ITM LAI de Donzère est une base logistique régionale comportant 13 cellules ou sous cellules de stockage et d'activité, une mûrisserie, ainsi que différents locaux techniques, bureaux et locaux sociaux. L'emprise des bâtiments est d'environ 71 000 m<sup>2</sup>. L'établissement est classé SEVESO seuil bas par application de la règle de cumul des substances dangereuses stockées sur site.

Le site de Donzère accueille également sur une partie distincte le siège social régional du groupe.

Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 14/02/2020.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Plans d'urgence

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Test du POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	Demande d'action corrective	3 mois
3	Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea	Demande d'action corrective	3 mois
4	Contenu du POI 1/2	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois
6	PDI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 de l'annexe II	Demande d'action corrective	3 mois
10	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 5 de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Stockage des aérosols	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8 de l'annexe II	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présence d'un POI et test	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4eme alinea	Sans objet
5	Contenu du POI 2/2	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinea	Sans objet
7	Correspondanc	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	e POI – EDD	article Annexe V	
8	Disponibilité des personnels	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection que le site dispose d'un POI récent qui nécessite quelques mises à jours et vérifications mais qui semble opérationnel. Ceci devra être testé lors des futurs exercices POI.

Les 3 principaux points à travailler concernent la mise à jour de l'état des stocks afin de le rendre conforme à la réglementation (point sur lequel l'exploitant est susceptible d'être mis en demeure) et la mise en œuvre et la traçabilité sur les sujets suivants : suivi des enseignements des exercices POI et plan de formation des acteurs de la gestion de crise.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Présence d'un POI et test

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4eme alinea
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence d'un POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'un POI dont la dernière version date du 23/09/2024. Il est à noter que le POI intègre dans son organisation un bâtiment administratif abritant le siège social régional du groupe Intermarché, mais sans lien direct avec l'exploitation du site de Donzère. Ce bâtiment administratif est situé sur la même parcelle mais à distance de l'entrepôt et est grillagé de manière indépendante. Concernant l'étude de dangers de l'établissement, ce bâtiment ne présente pas de risque particulier, et aucun effet domino d'un bâtiment sur l'autre n'a été mis en évidence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Test du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test du POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.
<b>Constats :</b>

Le dernier exercice POI date du 23/01/2024 avec un scénario d'incendie dans la cellule de picking frais. L'exercice a été accompagné par une entreprise extérieure. L'analyse met en évidence des points à améliorer. Il ressort qu'un suivi des actions d'amélioration doit être mis en place. Parmi les points à améliorer, trois ont été abordés pendant l'inspection :

- nécessité de disposer de moyens de communication : l'exploitant prévoit d'utiliser dans le cadre du POI les téléphones portables professionnels déjà en place pour les cadres (installation entièrement couverte par le réseau), et des moyens de communication plus spécifiques (type boîtiers PTI - protection des travailleurs isolés) pour les autres acteurs du POI. Ces derniers devraient être en place avant la fin de l'année 2024 ;
- nécessité d'améliorer le confort logistique du poste de commandement de gestion de crise : celui-ci est actuellement prévu dans le poste de garde qui est encombré et de petite taille. L'exploitant a évoqué la possibilité d'utiliser une salle annexe disposant de plus d'espace.
- absence d'une manche à air visible depuis le poste de commandement de gestion de crise : une manche à air est présente sur le site mais à l'arrière du bâtiment, non visible depuis l'entrée du site où se situe le poste de commandement de gestion de crise. L'exploitant est en cours de réflexion pour en installer une seconde à l'entrée du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place un suivi formalisé du traitement des actions d'amélioration mises en évidence lors des exercices POI. Plus particulièrement, l'exploitant informera et justifiera des suites données sur les trois actions d'amélioration évoquées lors de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Formation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea

**Thème(s) :** Risques accidentels, Formation

**Prescription contrôlée :**

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

**Constats :**

Le site a démarré en 2023, et l'organisation de gestion de crise repose actuellement sur 3 niveaux d'acteurs et le plan de formation associé suivant :

- premier geste : objectif de formation de l'ensemble du personnel à la manipulation d'un extincteur en cas de départ de feu.
- les EPI (équipiers de première intervention) : le site a pour objectif de former 20 % de son personnel à la manipulation des RIA. La formation consiste en une formation initiale, puis en un recyclage par un organisme extérieur. Cependant, le recyclage n'est pas réalisé pour tous les EPI identifiés car il existe des difficultés pour le personnel de se libérer pour assister au recyclage qui n'est d'ailleurs pas obligatoire.
- la cellule POI : sensibilisation théorique initiale par la QHSE, recyclage théorique tous les 3 ans et participation aux exercices réalisés. Cependant, un acteur POI arrivé fin 2023 a d'abord participé à un exercice POI avant sa formation théorique prévue après l'inspection (le 22/11/2024). Par ailleurs, bien que disposant d'une connaissance importante des installations de par leur métier, les agents d'astreinte technique de nuit ne sont pas formés à l'instar des autres membres de la cellule POI alors qu'ils en font partie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le plan de formation de l'ensemble des acteurs de la gestion de crise demande à être défini, tracé dans le SGS (système de gestion de la sécurité) conformément au point 1 de l'annexe I de l'arrêté du 26/05/2014, et mis en œuvre. Les justificatifs de formation de chacun doivent être tracés et conservés.

**Observation : L'exploitant veillera au roulement des différents DOI pour participer aux exercices POI afin d'assurer un maintien dans le temps de leurs compétences et de leur connaissance des procédures et du contenu du POI.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Contenu du POI 1/2**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contenu d'un POI

**Prescription contrôlée :**

Données et information devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 :

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; pas clair entre logistique et région
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ; n'apparaît pas
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du

<p>plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Après examen et échange avec l'exploitant, il ressort que le POI nécessite d'être mis à jour sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la mission d'accueil des secours demande à être clarifiée afin de définir qui des EPI (p. 28 du POI) ou du poste de garde (fiche réflexe associée) est chargé de l'effectuer ;</li> <li>la mission d'appel de l'astreinte « prélèvements environnementaux » doit être clairement attribuée à un des acteurs du POI, et figurer dans ses missions / fiche réflexe ;</li> <li>le contact de la préfecture doit être mis à jour et l'action d'appel figurer clairement dans la fiche réflexe associée ;</li> <li>les ESI (équipiers de seconde intervention) mentionnés dans le POI nécessitent d'être supprimés étant donné que ce type d'acteur n'apparaît pas dans l'organisation de gestion de crise actuelle.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre à jour son POI en prenant en compte les remarques ci-dessus.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Contenu du POI 2/2

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinea</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu du POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> <li>les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un contrat avec un organisme extérieur pour la réalisation des prélèvements environnementaux en cas d'incendie. Le délai contractuel d'intervention est inférieur à 4h. L'exploitant a fait réaliser une étude des produits de décomposition en cas d'incendie. Cette étude s'appuie sur le guide professionnel AFILOG relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique du 31/10/2022 et le guide Omega 16 de l'INERIS. Des cartographies des prélèvements à effectuer dans les différents compartiments air et sol (eau écartée car pas d'eaux de surface à proximité) ont été établies selon le sens du vent (vents dominants ou absence de vents). Afin de déterminer la cartographie à utiliser en cas de crise, il est primordial de prévoir la mise en place d'une manche à air à proximité du PC de crise de l'exploitant afin d'accéder facilement à la lecture du sens du vent - <b>en lien avec le point 4.</b></p> <p><b><i>L'inspection rappelle que la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie devra être intégrée à l'étude de dangers du site lors d'une future mise à jour, et conformément à l'article 9 de l'arrêté du 26/05/2014, au plus tard le 30/06/2025.</i></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

N° 6 : PDI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PDI



## Prescription contrôlée :

### 23. Plan de défense incendie

(Arrêté du 24 septembre 2020, article 1er, 7°)

« Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

« L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. »

Le plan de défense incendie comprend :

- « les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- « - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; »

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- « - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;

- « - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;

- « - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;

- « - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;

- « - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;

- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;

- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;

- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;

- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;

- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

« Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

« Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

« Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Du fait que l'établissement est classé SEVESO seuil bas, les dispositions du PDI (plan de défense incendie) doivent être intégrées dans le POI de l'établissement. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser aux inspecteurs si l'ensemble des dispositions devant figurer dans le PDI sont effectivement reprises. Ce travail de vérification de conformité doit être fait par l'exploitant.</p> <p>Pour ce qui concerne le point relatif aux modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures, des éléments apparaissent dans le POI p. 93, notamment la disponibilité de 2 bâches souples de 360 m<sup>3</sup>. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer que ces bâches constituent bien des moyens supplémentaires à ceux prévus dans le cadre du calcul de besoin en eau de base D9.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs permettant de confirmer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les 2 bâches souples de 360 m<sup>3</sup> identifiées dans le cadre de la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures constituent bien des moyens supplémentaires à ceux prévus dans le cadre du calcul de besoin en eau de base D9 ;</li> <li>l'ensemble des dispositions devant figurer dans le PDI apparaissent effectivement dans le POI de l'établissement. Si cette vérification met en évidence des lacunes, l'exploitant précisera lesquelles, leurs dates de réalisation ou, le cas échéant, un échéancier de réalisation.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 7 : Correspondance POI – EDD**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu d'un POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les scénarios pris en compte dans le POI sont cohérents avec les accidents / phénomènes dangereux retenus dans l'étude de dangers de l'établissement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Disponibilité des personnels**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention prévus
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.
<b>Constats :</b>  Le schéma d'alerte en cas de crise couvre les heures ouvrées et non ouvrées. Des personnes à joindre sont identifiées dans ces 2 cas, et une astreinte technique est également mobilisable à tout moment.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

<p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des matières stockées est réalisé de manière journalière. Toutefois, la répartition des matières stockées par cellule n'apparaît pas, ni les mentions de danger associées aux matières pouvant conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>De plus, les matières combustibles non classées au titre des ICPE et non dangereuses doivent également apparaître dans l'état des stocks (avec une mise à jour a minima hebdomadaire). Enfin, le travail réalisé suite à l'inspection du 05/06/2024 afin de répondre aux besoins d'information de la population doit être annexé à l'état des stocks.</p> <p>Un recalage visuel des stocks est réalisé périodiquement (plusieurs fois par an) par le responsable des stocks.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre à jour son état des matières stockées afin de répondre aux dispositions du point 1.2 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 applicables depuis le 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 10 : Désenfumage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 5 de l'annexe II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant</p>

<p>le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage.</p> <p>Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p>En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite de la cellule mécanisée (frais), les inspecteurs ont constaté la présence de réceptacles d'eaux de condensation sous chacun des exutoires de désenfumage. L'exploitant a expliqué que cette situation résulte d'une malfaçon en cours de traitement sur ce bâtiment récemment construit. Afin de vérifier que cette présence ne remet pas en cause la fonction de désenfumage des exutoires, l'exploitant doit confirmer que malgré cette adaptation, le bâtiment reste conforme aux prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017 relatives au désenfumage .</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit confirmer que malgré la présence de réceptacles d'eau de condensation sous chacun des exutoires de désenfumage de la cellule mécanisée (frais), le bâtiment reste conforme aux prescriptions liées au désenfumages mentionnées dans l'arrêté du 11 avril 2017.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 11 : Stockage des aérosols**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8 de l'annexe II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des aérosols</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de sto-</p>

ckage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, les inspecteurs ont constaté que les aérosols ne sont pas entreposés de manière à prévenir les risques de projection susceptibles de propager un incendie. Une sécurisation du stockage doit être mise en place. Le guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (v.4 de juin 2024) recommande sur ce point la mise en place de cages de protection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place une sécurisation du stockage des aérosols afin de prévenir les risques de projection susceptibles de propager un incendie (type cage de protection).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois